

Editorial

Mountain-Bike und Gleitschirmfliegen – Belastung der Alpen durch neue Modesportarten?

«Gelungene Mountain-Bike-Premiere in Touristenorten, mit dem Mountain Bike via Seilbahn auf den Berg, Proteste gegen Gipfelsturm per Rad, Wanderer ärgern sich über Bergvelos», zahlreiche Leserbriefe zum Thema, u. a. «Wo kann man denn noch Velo fahren, wenn nicht in den Alpen?» Dies einige Schlagzeilen aus den Medien, an den Bergvelos scheiden sich ganz offensichtlich die Geister.

Andererseits: «Gleitschirmsegeln – eine neue Dimension des Alpinismus? Wie unscheinbare Berge zu Abenteuern werden, alpines Gleitschirmsegeln: schnell populär geworden, aber nicht unproblematisch. Paraglider-Misere: wie beenden?» Ebenso als Schlagzeilen im Blätterwald zu lesen.

Zwei verschiedene neue Sportarten mit einigen Gemeinsamkeiten, beide werden im alpinen Raum ausgeübt, beide mit steigender Frequenz. Alleine 20 000 der bulligen Stahlrösser sollen 1986 in der Schweiz verkauft worden sein, über 4 000 Paraglider stürmen bereits in Österreich talwärts.

Sind diese Sportarten «Aufreisser» für den seit Jahren eher flauen Bergtourismus? Werden diese beiden Phänomene als Belastungen im Alpenraum über- oder unterschätzt? Die Meinungen sind auch bei den Zuständigen für Natur- und Umweltschutz noch kontrovers. Auffällig ist aber das Auftauchen dieser Sportarten in Räumen, wo bisher eher Ruhe herrschte. Ganz offensichtlich verkürzen sich mit beiden Sportarten die Wegdistanzen. Wenn sich Zeiten und damit Wege verkürzen, so bleiben aber bisherige faktische Naturruhezonen es kaum mehr länger. Ein Netz von Ruhegebieten braucht aber die Natur in allen ihren Gliedern existentiell. Sind diese Modesportarten (der Freizeitindustrie und der Phantasie sind bekanntlich kaum Grenzen gesetzt) nicht jede für sich wieder einen kleinen Beitrag zur Verkleinerung dieser Ruhegebiete? In der Schweiz wünscht der Verband der Seilbahnunternehmungen anstelle von Verboten die Ausweisung geeigneter Gebiete für diese stark aufkommenden Sportarten, er erwähnt dabei auch das sog. Schneesurfen als weitere Alternativsportart. Bereits werden ja im Kanton Graubünden schon Beschneigungszone ausgewiesen. Also Zone um Zone mehr Rummel? Wie wäre es, wenn man sich mit gleicher Vehemenz für alpine Naturruhezonen einsetzen würde?

Mario F. Broggi, Präsident CIPRA

Inhalt / Contenu

Schneeanlagen in der Schweiz	2–3
Canons à neige en Suisse	3–4
Qualitatives Wachstum – nur Schlagwort	4–6
Ruhegebiete als Raumplanungselement	7–8
CIPRA-Deklaration von Brixen	9–10
Déclaration CIPRA 1987 de Brixen	10–11
CIPRA-Schrifttum	11–12
Nouvelles publications CIPRA	12



Editorial

Mountain-bike et parapente – Nouvelles atteintes portées aux Alpes par des sports à la mode?

Voici ce que l'on peut lire dans les médias: «Première réussite de mountain-bike dans les stations touristiques, sur les montagnes en mountain-bike avec le téléphérique, protestations contre l'invasion des sommets par les deux-roues, des promeneurs se fâchent contre les vélos en montagne», et parmi de nombreuses lettres de lecteurs: «Où peut-on encore faire du vélo si ce n'est dans les Alpes?» Ces quelques lignes montrent que les avis sont partagés quant aux mountain-bikes.

Et encore: «Le parapente – une nouvelle dimension de l'alpinisme? Comment de modestes montagnes deviennent des lieux d'aventure. Le parapente alpin: une popularité rapide, mais pas sans problèmes. Comment en finir avec le fléau des parapentes?» Ces lignes proviennent elles aussi de coupures de journaux.

Deux nouveaux sports très différents avec quelques points communs, tous les deux se pratiquent dans les Alpes, tous les deux sont toujours plus populaires. 20 000 de ces robustes bécans auraient été vendues en Suisse en 1986 et plus de 4000 parapentistes s'élancent sur les versants des vallées autrichiennes. Ces nouveaux sports sont-ils des stimulants pour un tourisme de montagne en stagnation depuis plusieurs années? Les répercussions de ces deux phénomènes sur les régions alpines sont-elles sur- ou sous-estimées? Les avis divergent encore fortement, même parmi les responsables de la protection de la nature et l'environnement. Il faut cependant relever que ces sports se pratiquent dans des espaces qui étaient jusqu'ici tranquilles. Ces deux sports raccourcissent les distances. Si les temps de parcours et les distances se réduisent, les zones naturelles paisibles ne seront plus préservées. Toutefois, la nature a un besoin vital d'un réseau de zones calmes. Ces sports à la mode (l'industrie des loisirs et la fantaisie n'ont pas de bornes) ne contribuent-ils pas chacun un petit peu à réduire ces zones tranquilles? L'association suisse des entreprises de transport à câbles souhaite, plutôt que des interdictions, la délimitation de régions appropriées pour ces sports en plein développement également dans ce contexte le surf des neiges. Aux Grisons, des zones de neige ont d'ores et déjà été déterminées. Le vacarme gagne-t-il donc une zone après l'autre? Et si l'on développait le même enthousiasme en faveur de réserves naturelles tranquilles dans les Alpes?

Mario F. Broggi, Président CIPRA



Commission
Internationale
pour la
Protection
des Régions
Alpines

Internationale
Alpenschutz-
Kommission

Heiligkreuz 52
FL-9490 Vaduz
Telefon 075 / 2 48 19

Nr./No. 13
Januar/
Janvier 1988

Deutschland / Allemagne
Frankreich / France
Italien / Italie
Jugoslawien / Jougoslavie
Liechtenstein
Österreich / Autriche
Schweiz / Suisse

Land- und Alpwirtschaft in Nationalparks?



Die Föderation der Natur- und Nationalparke tagte vom 25. – 29. September 1987 im Nationalpark Hohe Tauern, wo sie das Thema «Parke und ortsansässige Bevölkerung-Wechselwirkungen-Konflikte-Lösungen» behandelte. Da die CIPRA im Jahre 1986 in Les Arcs im Nationalpark Vanoise das gleiche Thema behandelte, sind die Ergebnisse dieser Föderations-Konferenz auch für uns von ganz besonderem Interesse. Unser Präsidialmitglied Dominique Rambaud vom Französischen Alpenverein leitete hierbei die Arbeitsgruppe: «Land- und Alpwirtschaft in Nationalparks – ja oder nein?». Wir drucken sein Statement im Originalwortlaut in französisch ab.

CONFERENCE DE LA FEDERATION DES PARCS NATURELS ET NATIONAUX D'EUROPE
25–29 septembre 1987 dans le Parc National de haute Tauern
Conclusions du groupe de travail sur le

SUJET: AGRICULTURE ET ALPAGES DANS LES PARCS NATIONAUX – OUI OU NON?

Le groupe de travail réaffirme que la protection de la nature constitue l'objectif primaire des parcs nationaux (Catégorie II de la nomenclature des Nations Unies). Toutefois, les parcs nationaux des montagnes d'Europe représentent un cas particulier, car de nombreux paysages et de nombreux écosystèmes jusqu'à la limite supérieure de l'étage alpin résultent d'une activité agropastorale millénaire, dont la disparition signifierait la rupture de l'équilibre, la reprise de phénomènes naturels aux conséquences parfois catastrophiques, la disparition d'espèces sauvages et domestiques et un appauvrissement biologique, et la modification du paysage et sa «fermeture» par la forêt.

L'agro-pastoralisme dans les parcs nationaux de montagne représente donc une protection active des milieux semi-naturels concernés. Son maintien est donc nécessaire là où il existe encore; les exploitations abandonnées doivent servir de zones de référence pour l'étude de la dynamique des paysages.

Il appartient aux parcs nationaux concernés de veiller à ce que cette activité traditionnelle n'évolue pas vers des pratiques dangereuses pour la conservation du patrimoine naturel. Les conflits devront être réglés de façon sensée, et l'habitat de la vallée sera privilégié par rapport aux bergers transhumants venus de l'extérieur.

Il est nécessaire au maintien de ces activités agro-pastorales que les exploitants bénéficient d'un niveau de vie comparable à celui que procureraient des emplois en plaine. On rentre là dans une problématique plus générale qui exige la reconnaissance des spécificités de l'agriculture en montagne; la pluri-activité doit notamment être reconnue et les aides diverses accordées aux agriculteurs de montagne doivent être, les cas échéant, révisées afin qu'elles n'aient pas un effet contraire à celui recherché.

Les parcs nationaux doivent jouer un rôle positif, stimulant les expériences nouvelles compatibles avec les exigences de la protection de la nature et la recherche de productions de qualité. Ils ouvriront ainsi de nouvelles voies à l'ensemble de l'agriculture de montagne.

Néanmoins, la réussite des parcs nationaux, en montagne comme ailleurs, repose sur l'adhésion totale des populations concernées. Celles-ci doivent donc être associées dès l'origine à la création des parcs, ensuite à leur gestion. L'administration

locale d'un parc devra pouvoir de négociation suffisant en ce qui concerne l'affectation des terres et la place laissée à l'agriculture.

C'est au niveau des communautés montagnardes (communes, villages, etc.) que ce travail en profondeur doit avoir lieu. L'objectif ne doit pas être la seule acceptation du parc, mais l'adhésion et l'implication des habitants. Les parcs nationaux doivent donc mettre en oeuvre, là où cela n'existe pas encore, des actions pédagogiques à l'intention des montagnards eux-mêmes: réunions d'informations, classes vertes dans les villages, les écoles, auprès de groupements professionnels etc. Il serait souhaitable, en outre, que les gouvernements concernés mettent en place, dans les communes des parcs nationaux, des programmes scolaires faisant une large place aux questions d'environnement et de protection de la nature. Ainsi, les bergers, les alpagistes, les montagnards en général pourraient devenir les ambassadeurs sur place d'un parc national dont ils seraient fiers. Une telle expérience dans les parcs nationaux des montagnes d'Europe serait garante de l'avenir et pourrait être étendue à tout autre espace protégé ouvert à une certaine forme d'activité humaine. Dominique Rambaud

* * * * *

Schneeanlagen in der Schweiz

Aktueller Stand – Umwelteinflüsse – Empfehlungen
Zusammenfassung des Gutachtens Thomas Mosimann in:
Materialien zur Physiogeographie, Heft 10, 1987

Aktueller Stand:

- In der Schweiz waren am 31. 12. 1986 16 Schneeanlagen in Betrieb. Rund 10 Anlagen werden voraussichtlich in den nächsten Jahren gebaut oder ausgebaut. Die beschneiten Flächen befinden sich zwischen 800–3 000 m. Die Gesamtfläche mit maschinell produziertem Schnee beträgt ca. 120 ha, wovon rund zwei Drittel planiert sind. Alle Anlagen sind in einem Inventar erfasst.
- Die Schneeanlagegrösse variiert erheblich zwischen 5 000 m² bis 300 000 m² beschneiter Fläche.
- Es lassen sich vier Anlagentypen unterscheiden: vollautomatische Hochdruckanlagen, manuell bediente Hochdruckanlagen, verrohrte Niederdruckanlagen und Niederdruckanlagen ohne Verrohrung.
- Die Mächtigkeit des selbstgemachten Schnees liegt meist zwischen 20–60 cm. Der maschinell produzierte Schnee ist etwas dichter als präparierter Pistenschnee. Im übrigen unterscheidet er sich wenig von diesem. Der Schnee wird ohne Zusatzstoffe hergestellt, enthält demzufolge die gleichen Inhaltsstoffe wie das verwendete Wasser.
- Der Energieverbrauch der Schneeanlagen hängt vom System, der Wasserzuführung, der Gesamtmenge an produziertem Schnee, der Regulierung der Schneekanonen und den atmosphärischen Bedingungen bei der Beschneigung ab. Die grösste Anlage verbraucht bis zu 500 000 kWh Strom pro Saison. Alle Anlagen zusammen verbrauchen etwa gleichviel elektrische Energie pro Saison wie ein Dorf mit 300 Einwohnern pro Jahr.

Umwelteinflüsse

- Die maschinelle Beschneigung kann im Bereich der beschneiten Pisten die Umwelt negativ beeinflussen oder lokal auch bestehende, aus Skipistennutzung resultierende Belastungen vermindern («positiver» Einfluss).
- Eine Beschneigung kann bei nährstoffarmen oder vernässten und erosionsanfälligen Böden nachteilige Auswirkungen auf den Boden haben. In den übrigen Fällen sind besondere Belastungen des Bodens auszuschliessen.

- Grosse Artenverschiebungen in der Pflanzendecke sind besonders auf Wiesen und Weiden nicht zu erwarten. Die Intensität der landwirtschaftlichen Nutzung greift stärker ins Artengefüge ein als die Beschneigung. In empfindlichen naturnahen Pflanzengesellschaften können jedoch Stoffinpute und Veränderungen des Bodenwasserhaushaltes die Konkurrenzverhältnisse deutlich verschieben.
- Die Ausaperung beschneiter Flächen kann max. bis 25 Tage verzögert sein. Die daraus resultierende Ertragseinbusse auf Wiesen beträgt bis 20 %.
- Die maschinell produzierten Schneedecken vermindern die mechanische Schädigung der Pflanzendecke durch Skikanten und Pistenraupen deutlich.
- Die maschinelle Beschneigung kann bei grossen aufgebrauchten Wassermengen auf ohnehin erosionsgefährdeten Flächen die Ausweitung bestehender Abtragungsprozesse begünstigen.
- Die Schneeproduktion verbraucht erhebliche Wassermengen. Rückwirkungen auf Gewässer und deren Lebensgemeinschaften sind deshalb immer möglich (Austrocknung, Grundeisbildung). Das Restwasserproblem und die Auswirkungen auf Gewässer- und Uferökosysteme sind sehr sorgfältig abzuklären.
- Schneekanonen können beträchtlichen Lärm bis über 100 dB (A) entwickeln. Beim Betrieb in einem Perimeter von 800–1'000 m um Siedlungen können Lärmbelastungen entstehen. Über zwei Drittel der Schnee-Erzeuger stehen ausserhalb dieses Perimeters.
- Die maschinelle Beschneigung findet überwiegend auf schon früher angelegten Planien statt. In neu erschlossenen Gebieten oder Gebietsteilen fördern Schneeanlagen Planien eher als dass sie diese verhindern, weil auf einer glatten Unterlage mit wesentlich weniger produziertem Schnee (15–20 cm) eine fahrbare Piste hergestellt werden kann.
- Zusammenfassend sind die standörtlichen Auswirkungen der Beschneigung
 - in empfindlichen Ökosystemen (Moorgesellschaften, Zwergstrauheiden, Magerrasen, vernässte Böden, rutschungsgefährdete Hänge, usw.) negativ und müssen durch weitere Untersuchungen abgeklärt werden,
 - im Bereich von intensiv genutzten Wiesen und Weiden eher gering (d. h. nicht besonders belastend) aus
 - auf kleinen Flächen im Bereich von Wiesen und Weiden mit häufig geringerer Schneedecke wegen der Schutzwirkung auf die Pflanzendecke überwiegend positiv.
- Je nach System, Höhenlage, Ausführung und betrieblichen Vorkehrungen (Demontage oberirdischer Teile) sind die Einrichtungen der Schneeanlagen in der Landschaft sehr unterschiedlich sichtbar. Vollautomatische Hochdruckanlagen fallen generell viel stärker auf als verrohrte Niederdruckanlagen.
- Schneeanlagen beeinflussen das Erscheinungsbild eines Landschaftsausschnittes weniger durch die Einzelobjekte meist geringer Grösse als durch das Auftreten dieser Objekte in grösserer Zahl und kettenartiger Anordnung. Die Beeinträchtigung des Landschaftsbildes hängt aber immer stark vom Umfeld ab. Besonders in Bereichen ohne bestehende Infrastruktureinrichtungen (Seilbahnen, Skilifte, usw.) sollten keine Schneeanlagen gebaut werden.

Empfehlungen:

- Eine Beschneidung soll nur akzeptiert werden, wenn dadurch keine neuen ökologischen und optischen Belastungen geschaffen werden. Insbesondere darf mit dem Bau einer Schneeanlage keine Neuerschliessung von Gelände mit fehlender natürlicher Eignung verbunden sein.

- Sollten zusätzliche Belastungen durch den Skitourismus generell vermieden werden, muss der Bau grosser Anlagen grundsätzlich abgelehnt werden. Kleinere Anlagen sind dagegen unter bestimmten Voraussetzungen vertretbar.
- Zur Vermeidung unerwünschter Umwelteinflüsse durch Schneeanlagen müssen zehn Grundsätze und 13 Einzelpunkte betreffend Bau und Betrieb berücksichtigt werden.
- Die Empfehlungen listen die Unterlagen auf, die mit einem Baugesuch eingereicht werden sollten.
- Eine Checkliste mit insgesamt 23 Punkten dient als Grundlage für die Beurteilung geplanter Schneeanlagen.

Erhältlich für sFr. 14.–, Geograph. Inst. der Universität, Klingelbergstr. 16, CH-4056 Basel.



«Wenn ich Sie fragen darf: Was ist in diesem Winter eigentlich (in): Kurzski, Langski, Kompaktski, Hot-Dog-Ski, Monoski, Skisurfing, Skisegeln, Skibob oder Paraski?»

Nebelspalter

Canons à neige en Suisse

Résumé

Etat actuel

- Au 31.12.86, 16 canons à neige étaient en activité en Suisse. Ces prochaines années, il est prévu de construire ou d'agrandir 10 installations. Les surfaces enneigées se situent entre 800 et 3 000 m. La superficie totale de neige produite s'élève à 120 ha environ. Deux tiers de cette superficie sont aplanis. Toutes les installations figurent dans un inventaire.
- L'étendue de la superficie enneigée par les installations varie de 5 000 m² à 300 000 m².
- On distingue quatre types d'installations: installations à haute pression entièrement automatisées, installations à haute pression manuelles, installations à basse pression tubées et installations à basse pression sans tubage.
- L'épaisseur de la couche de neige produite varie le plus souvent entre 20 et 50 cm. La neige produite artificiellement est un peu plus compacte que la neige de pistes préparées. Pour les restes, elle s'en distingue peu. La neige est produite sans adjuvat; elle a la même composition que l'eau utilisée.

5. La consommation en énergie des canons à neige dépend du système utilisé, de l'alimentation en eau, de la quantité totale de neige produite, de réglage des canons à neige et des conditions atmosphériques. L'installation la plus grande consomme jusqu'à 500 000 kWh par saison. Toutes les installations réunies utilisent environ la même quantité d'énergie électrique par saison qu'un village de 300 habitants par an.

Impact sur l'environnement

6. L'enneigement artificiel peut avoir une influence négative sur l'environnement ou aussi diminuer localement les charges résultant de l'utilisation des pistes (influence «positive»).
7. Un enneigement artificiel peut avoir des effets négatifs sur des sols pauvres en nutriments, des sols à teneur en eau excessive ou sujets aux érosions. Dans les autres cas, il y a lieu d'exclure des charges particulières pour le sol.
8. Il n'y a pas de modifications importantes de la couche végétale dans les prairies et les pâturages. L'exploitation agricole intensive porte davantage atteinte aux diverses espèces composant la couche végétale que l'enneigement. Dans le cas des associations végétales délicates, les modifications du régime des eaux peuvent influencer notablement sur la capacité de concurrencer d'autres espèces.
9. Le retard de la fonte des surfaces enneigées peut aller jusqu'à 25 jours. Les pertes de rendement qui en résultent sur les prairies peuvent aller jusqu'à 20 %.
10. La couverture neigeuse produite artificiellement diminue les dommages à la couverture végétale occasionés par les arêtes de skis ou les véhicules à chenille.
11. En cas de grandes quantités d'eau, l'enneigement artificiel peut favoriser le processus d'érosion sur les terrains déjà menacés par ce phénomène.
12. La production de neige utilise d'énormes quantités d'eau. Des effets sur les eaux et leurs biocénoses sont toujours possibles (assèchement, formation de glace de fond). Il y a lieu d'étudier très soigneusement le problème des débits minimaux et les effets sur l'écosystème des eaux et des rives.
13. Les canons à neige peuvent produire du bruit atteignant jusqu'à plus de 100 dB. Si ces installations fonctionnent dans un périmètre de 800 à 1 000 m autour d'agglomérations, ce bruit peut importuner les habitants. Plus de deux tiers des canons à neige sont situés hors de ce périmètre.
14. L'enneigement artificiel se fait principalement sur des terrains déjà aplanis. Dans des régions nouvellement équipées, les canons à neige incitent à l'aplanissement de terrains plutôt qu'ils ne l'empêchent; en effet, sur un terrain nivelé, il est possible d'aménager une piste praticable en produisant beaucoup moins de neige (15–20 cm).
15. En résumé, les conséquences de l'enneigement artificiel sur l'environnement sont
 - négatives dans des écosystèmes sensibles (tourbières, landes à arbrisseaux nains, prairies maigres, sols à forte teneur en eau, pentes menacées par des glissements de terrain etc.); il faut procéder à des études supplémentaires;
 - plutôt minimes dans les prairies et pâturages exploités de manière intensive;
 - largement positives dans de petites parties de prairies et de pâturages à faible couverture neigeuse, en raison de l'effet protecteur sur la couverture végétale.
16. Suivant le système, l'altitude, le modèle et les mesures relatives à l'exploitation (démontage des parties situées au-dessus du sol), les canons à neige sont plus ou moins visibles. Les installations à haute pression complètement automatisées se remarquent beaucoup plus que les installations à basse pression tubées.

17. L'impact que les canons à neige ont sur un paysage provient moins des objets isolés (le plus souvent de faible dimension) que du nombre de ces objets et de leur alignement. L'atteinte au paysage dépend cependant toujours fortement de l'environnement. Il faudrait surtout éviter d'installer des canons à neige dans des régions sans infrastructure existante (Téléphériques, téléskis, etc.).

Recommandations

18. Les canons à neige ne sont acceptables que s'ils ne provoquent pas de nouvelles charges pour l'environnement et le paysage. La construction de telles installations ne doit pas servir à desservir des terrains inadaptés.
19. Si l'on veut, d'une manière générale, éviter que le ski ne provoque de nouvelles charges, il faut systématiquement rejeter la construction d'installations de grande taille. En revanche, de petites installations sont acceptables à certaines conditions.
20. Pour éviter que les canons à neige n'aient des conséquences indésirables sur l'environnement, il faut tenir compte de 10 principes et 13 points concernant la construction et la mise en service.
21. Les recommandations énumèrent les documents qui doivent accompagner une demande de construction.
22. Une liste de contrôle en 23 points sert de base pour l'appréciation des projets de canons à neige.

* * * * *

Qualitatives Wachstum bleibt ein Schlagwort – zur gewünschten Verdoppelung des Skigebietes im Kanton Graubünden

von Christian Geiger, Geschäftsführer Bündner Naturschutzbund, Chur

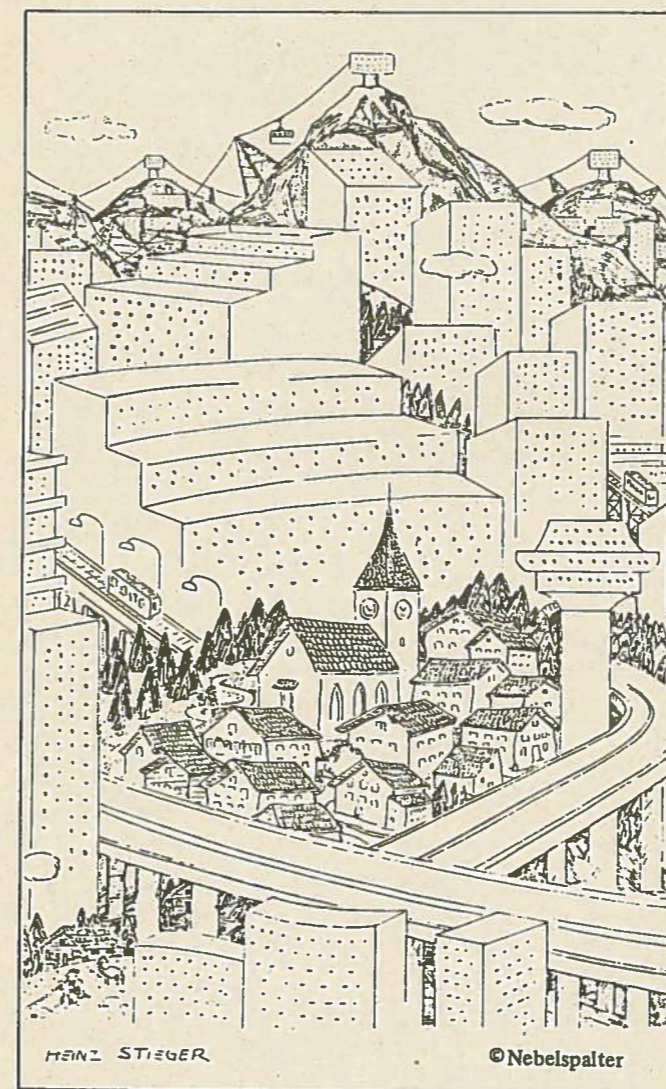
Die Gemeinden und Bergbahnunternehmen Graubündens wünschen sich eine Verdoppelung des heutigen Skigebietes im Kanton. Die Regierung gibt sich bescheidener und möchte «nur» eine Erweiterung des Skigebietes um die Hälfte innerhalb der nächsten 15 Jahre. Eine Tourismusplanung, die auch ökologische Faktoren mitberücksichtigt, dürfte es in naher Zukunft auf kantonaler Ebene kaum geben, obwohl selbst aus Tourismuskreisen immer mehr kritische Stimmen vor einem weiteren quantitativen Wachstum warnen.

Der Richtplan des Kantons Graubünden ist 1982 vom schweizerischen Bundesrat als erster genehmigt worden. Allerdings stellt der Prüfungsbericht des Bundesamtes für Raumplanung wesentliche Lücken fest: «Es ist nötig, dass der Kanton selber sich Rechenschaft gibt,

- wo Landschaft, Erholungs-, Ruhegebiete u.ä. erhalten bleiben sollen,
- wo wertvolle Gebiete gefährdet sind und deshalb Massnahmen getroffen werden müssen.»

Bis heute fehlen Antworten auf diesen Problemkreis. Unter «Touristische Einrichtungen» steht im gleichen Bericht: «In der vorliegenden Form genügen die Richtplaninhalte den Anforderungen des Raumplanungsgesetzes noch nicht.» Während der Kanton bis heute keine Neigung gezeigt hat, sich für die Schaffung eines Landschaftsrichtplanes und für Massnahmen zur Sicherung gefährdeter Gebiete einzusetzen, hat er nun für den Bereich Tourismus aufgrund von Umfragen bei den Gemeinden und Bergbahnen eine Grundlage zusammengestellt, die für die weiteren Arbeiten im Rahmen der regionalen Richtplanung dienen soll. Was die angefragten Tourismuskreise unter «qualitativem Wachstum» verstehen, hat sich aufgrund des Wunschkatalogs gezeigt. **Das heute bereits erschlossene Skigebiet von 25 600 ha würde auf 48 000 ha**

beinahe verdoppelt. Diese Fläche würde beinahe dem landwirtschaftlichen Kulturland Graubündens ohne Alpweiden entsprechen! Gemäss Prospekten der Bergbahnen ist das schon heute Realität. Der Kanton hat vermutlich aus wirtschaftlichen Überlegungen die Fläche der neu zu erschliessenden Skigebiete noch etwas reduziert, sie soll in den nächsten 10–15 Jahren zwar «nur» auf 38 000 ha zunehmen. Da aber der Kanton erfahrungsgemäss die Gemeindeautonomie über alles stellt und wenig lenkende Wirkung zwischen den Regionen entfaltet, dürfte die vorgelegte Ausbauvariante des Kantons eher an der unteren Grenze liegen. 53 neue Transportanlagen sollen zu den 362 bestehenden kommen. Heute halten sich an Normaltagen 98 000 Skifahrer im Skigebiet auf, an Spitzentagen sind es 173 000, neu sollen es 115 000 beziehungsweise 198 000 Skifahrer sein. Zum Vergleich: der Kanton Graubünden hat 173 000 Einwohner. Die stündliche Förderleistung der Bergbahnen soll aber um 42 Prozent von heute 318 000 auf 451 400 Personen anwachsen. Das Parkplatzangebot in den Wintersportorten soll von 29 000 auf 36 700 erhöht werden.



Aus früheren Sünden nichts gelernt?

Graubünden weist heute 17 Millionen Logiernächte auf und ist damit geografisch und anzahlmässig die grösste Fremdenverkehrsregion der Schweiz. Das überhitzte quantitative Wachstum hat zu einem enormen Boom an Zweitwohnungen geführt. Die Bodenpreise stiegen auf astronomische Höhen (es wurden schon 1000 Franken für den Quadratmeter

bezahlt) und die Einheimischen können heute das Geld weder für die überhöhten Mieten noch für eine eigene Wohnung aufbringen. Romanen und Walser werden oft durch Neuzugler aus dem Unterland ersetzt. Diese Leute haben oft weniger Sinn für die gewachsenen kulturellen Strukturen aber auch für die Natur und Landschaft ihres neuen Wohnortes. Zudem bestimmen viele auswärtige, kapitalkräftige Unternehmungen wie sich der Tourismus in einem Ort entwickelt. Je nach Modetrend wird die Landschaft möbliert und den kurzlebigen Wünschen des «Gastes» angepasst. Grossflächige Skipistenplanien, die in der alpinen Stufe nie mehr eine Vegetation tragen werden, die den ursprünglichen Pflanzengesellschaften des Gebietes entsprechen oder Schneekanonen, sind Zeugen der Unterwürfigkeit gegenüber den Launen des Massentourismus. Aus Angst, dass Gäste «abwandern» könnten, wird mit den gigantischen Ausbauplänen das geopfert, was diese in der «Ferienecke der Schweiz» gemäss einer Gästebefragung suchen: Über 80 Prozent der Gäste wünschen sich Ruhe und Erholung in naturnaher, intakter Landschaft. Eine Umfrage, durchgeführt durch eine von der Regierung eingesetzte Arbeitsgruppe bei der einheimischen Bevölkerung, kam zu folgenden Ergebnissen: Über 80 Prozent der Befragten wollen keine weitere Erschliessung der bestehenden Ski- und Wandergebiete mit Skiliften und Bergbahnen. Nur 10 Prozent sprachen sich für die Erschliessung neuer Gebiete für den Tourismus aus und über 50 Prozent der Befragten wünschten sich, dass Natur- und Heimatschutz mehr Einfluss hätten als bisher. Die Schlussfolgerungen der regierungsrätlichen Arbeitsgruppe «Tourismuspolitik» aus diesen Antworten: «Die weitere Erschliessung von Skigebieten soll massvoll und unter Wahrung der Erholungswerte und der Sicherheit erfolgen. Die Erschliessung soll auch künftig im Falle von regionalwirtschaftlicher Notwendigkeit möglich sein.» Was darunter zu verstehen ist, zeigt nun die vorgelegte Ausbauvariante des Kantons. Die Wünsche des Gastes und diejenigen der Bevölkerung wurden übergangen und einem zweifelhaften quantitativen Wachstum geopfert. Die Folgen werden nicht auf sich warten lassen. Die verkürzten Wartezeiten bei den Bergbahnen, verbunden mit einem immer grösseren Ausbau der Autobahnen und Hauptstrassen, fördern vor allem die Anreise der Skifahrer mit dem Privatauto. Die Staus in den Skistationen und den weniger gut ausgebauten Strassenabschnitten sind vorprogrammiert. 9000 Autos ergeben eine Doppelkolonne von 18 bis 24 Kilometern Länge! Durchschnittlich wenden die Touristen schon 30 bis 40 Prozent ihrer frei verfügbaren Zeit für die An- und Abreise auf. «Die totale Mobilmachung» der Bevölkerung wie sie von J. Krippendorf beschrieben worden ist, hat fatale Folgen für die Umwelt und die Soziallasten. Es sei nur an die zunehmenden Waldschäden, an Deponieprobleme, Kehrtrichtflut, Stromversorgung, Trinkwasser und Abwasseraufbereitung sowie Luftbelastung durch den Verbrauch von Heizöl für Zweitwohnungen – oft ganzjährig – erinnert.

Fremdenverkehrsfachleute warnen

Immer häufiger werden kritische Stimmen laut, die davor warnen noch mehr am Ast herumsägen auf dem wir alle noch mehr oder weniger bequem hocken. Bezeichnender Weise kommen diese Stimmen auch von Wissenschaftlern wie J. Krippendorf oder weitsichtigen Leuten aus bereits «entwickelten» Fremdenverkehrsregionen. So lehnen Davos und Arosa eine weitere Ausdehnung der mechanisch erschlossenen Gebiete ab. Arosa will im Rahmen seiner Nutzungsplanrevision Natur und Landschaft besser schützen und Bauzonen zu Landwirtschaftsland umzonen, und Pontresina verzichtet auf ein grosses Bergbahnprojekt im Val Languard. Bruno Gerber, Kurdirektor von Davos, sieht die Grenzen erreicht: «In diesem Tourismus kommt es zu Erscheinungen, die nicht

erfreulich sind. Ich denke da an den übermässigen Verkehr und seine Immissionen. Und so ist man längerfristig gehalten, für die Basis, in diesem Falle für die Natur, zu kämpfen. Das hat weder mit links noch mit grün etwas zu tun, obwohl ein vernünftiger Tourismus ja eigentlich grün ist. In der Praxis des touristischen Alltags wird eben heute noch – wegen der kurzfristigen Betrachtungsweise der Dinge – die Forderung nach Vernunft unablässig verletzt; zumindest solange noch, bis eine Art Bestrafungsmechanismus des Gastes, der das Herantasten an die Grenzen der technischen Perfektionierung des touristischen Produktionsapparates zu Lasten der Umwelt neuerdings sehr kritisch beobachtet, uns zur Besinnung und vielleicht zur Umkehr zwingt.» J. Krippendorf machte auf verschiedene Gefahren des Bergbahntourismus aufmerksam, so unter anderem: Vor allem aus reinem Konkurrenzdenken werden von den Bergbahnunternehmungen noch viele Projekte realisiert, obwohl bekannt ist, dass die wirtschaftliche Solidität vieler Bergbahnen bereits ausserordentlich labil ist; ein Drittel erwirtschaftet Verluste, ein Drittel arbeitet mit Gewinnen unter 5 Prozent und nur gerade der Rest arbeitet mit soliden Gewinnen. Die Seilbahnen koppeln sich zunehmend von den Gesamtinteressen der Ferienorte ab. Sie kämpfen um ihr eigenes Überleben, selbst wenn es dem Ort insgesamt mehr schadet als nützt. Immer mehr gerät die öffentliche Hand unter Druck und saniert Fehlentwicklungen mit Subventionen. Die Seilbahngesellschaften werden zu Subventionsempfängern, und der Steuerzahler wird zur Kasse für etwas gebeten, das er sich nie gewünscht hat.

Weihnachtsgeschenk an die Umwelt:
Die neue Walenseestrasse – jetzt ist
das Bündnerland nur einen
Katzensprung von Zürich.



Nebelspalter

Forderungen

Der Kanton Graubünden lebt von Tourismus. Der Gast wünscht zu seiner Erholung intakte Natur und Landschaft, saubere Luft und Gastfreundschaft. Das ist das Kapital des Tourismus im Berggebiet. Der Kanton Graubünden muss zu einer restriktiveren Tourismuspolitik finden, wenn weitere irreversible Schäden, vor allem an der Umwelt, vermieden werden sollen. Ein Landschaftsrichtplan muss entwickelt werden, welcher grosszügige Landschafts- und Naturschutzgebiete enthält. Land- und Forstwirtschaft sind mittels Bewirtschaftungsbeiträgen auf möglichst umweltschonende Art zu betreiben. Sie tragen wesentlich zur Erhaltung der einmaligen

gen, kulturgeprägten Lebensräume Graubündens bei. Der Tourismus, welcher von dieser Arbeit zur Erhaltung der Kulturlandschaft profitiert, muss finanziell beteiligt werden. Die Erschliessung neuer Skigebiete und der Zusammenschluss mechanisch erschlossener Gebiete ist nicht weiter zu verfolgen. Kurzzeitig auftretende Engpässe bei Transportanlagen oder bei Infrastrukturanlagen sind bewusst in Kauf zu nehmen. Auf weitere Planierungen, Geländekorrekturen, Baupisten und die Erstellung von Schneeanlagen ist zu verzichten. Für die Erhöhung der Förderleistung bestehender touristischer Transportanlagen sind schärfere Auflagen zu formulieren.

Graubünden

Fläche: 7108 km², Weide 34%, Wald 22.5%, Ödland 32%, Kulturland 10% Gewässer 0.5%, Überbaut 1%.

Einwohner: 173 000, Logiernächte: 17 Millionen. Besucher: 6 Millionen.

Bergbahnen: 362 Anlagen, geplanter Ausbau*) auf 415 Anlagen. Förderleistung stündlich: 318 200 geplanter Ausbau*) auf 451 000 Parkplatzangebot: 29 000, geplanter Ausbau*) auf 36 700 Plätze Skitouristen: Normaltage 98 000, Spizentage 173 000, geplanter Ausbau*) Normaltage 1115 000, Spizentage 198 000.

Skigebiet: 25 600 ha, geplanter Ausbau*) auf 38 000 ha.

*)gemäss Richtplanvorstellungen des Kantons für die nächsten 10–15 Jahre.

Hotel und Kurbetriebe, Bettenkapazität: 50 940. Gaststätten: 1594. Parahotellerie, Bettenkapazität: 242 940 inkl. Eigenheimtourismus

Weiteres:	Markierte Wanderwege:	12 000 km
	Langlaufloipen:	870 km
	Fliessgewässer:	1 121 km
	Seen, Uferlänge:	215 km
	Strassennetz:	3 508 km
	Postautonetz:	1 200 km
	Schienennetz:	415 km

Letztlich geht es um eine Änderung unserer ethischen Grundhaltung. Wir müssen die Verantwortung für unseren Lebensraum übernehmen und für die Generationen nach uns erhalten, da uns die technischen Möglichkeiten auch zur Zerstörung unserer Lebensgrundlagen gegeben worden ist. Diese neue Situation, in die der Homo faber gestellt ist, verlangt ein ganzheitliches Denken, das weit über die kurzfristigen und kurzlebigen Einzelinteressen von Seilbahngesellschaften und Gemeindevorständen hinausgeht. Wir müssen Frieden mit der Natur suchen.

* * * * *

Wirbel um touristische Heliflüge in den Dolomiten

Der Helitourismus hat im Hochabteital Einzug gehalten. Es wird von Auswüchsen der Hubschrauberflüge in Corvara berichtet. Es soll bereits mit dem Versprechen geworben worden sein, Wild in freier Natur beobachten zu können und deshalb bewusst Gamsrudel über Schneefelder getrieben worden sein. Bereits im März 1987 gelangten die Jäger des Revieres Corvara-Kolfuschg an die ressortzuständigen Landesräte. Im vergangenen Frühling hat auch der Dachverband für Natur- und Umweltschutz die Staatsanwaltschaft in Bozen mit dieser Sache bemüht. In einer Anfrage der Landtagsabgeord-

neten der Alternativen Liste fürs andere Südtirol wurde die Anfrage an die zuständigen Landesräte gerichtet, was die Regierung gegen Heliskiing und allgemein gegen die touristischen Helikopterflüge zu tun gedenke. Die Landesräte Durnwalder, Spögler und Bolognini nahmen am 1. 9. 1987 zur Anfrage schriftlich Stellung. Sie weisen darauf hin, dass es für ein generelles Verbot von Hubschrauberflügen keine gesetzliche Grundlage gebe. Ein unverzügliches Einschreiten sei beabsichtigt, falls die Flüge in den Bereich des Naturparks Puez-Geissler hineinreiche. Schliesslich denken die zuständigen Landesräte an gesetzliche Massnahmen für ein Landeverbot auf Grundstücken der Domänen- und Forstverwaltung.

* * * * *

Ruhegebiete – Schlüsselemente der alpinen Raumordnung

von Peter Hasslacher, Leiter Fachabteilung Raumplanung-Naturschutz Österreichischer Alpenverein, Innsbruck.

Es ist eines der ältesten CIPRA-Anliegen, über den ganzen Alpenbogen verteilt, ein Raster funktioneller Naturruhezonen zu erreichen. Mag. Peter Hasslacher berichtet im folgenden von drei Lösungsansätzen in drei verschiedenen Alpenländern. Da es immer dringlicher wird den touristisch intensiv genutzten Gebieten auch Ruheräume gegenüber zu stellen, wird dieser wichtige raumplanerische Ansatz von Peter Hasslacher noch eingehender in den Kleinen CIPRA-Schriften im Frühling 1988 dargelegt werden.

1. Ausgangsposition

Bald werden es 20 (!) Jahre her sein, als sich die CIPRA anlässlich der Jahresversammlung 1969 in Innsbruck mit dem Problem der Übererschliessung des Berggebietes befasste. Damals wurden der «Richtplan des Schweizerischen Alpenclubs für den Schutz der Gebirgswelt», das «Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung» in der Schweiz oder der Bayerische Alpenplan als die hoffnungsvollen Instrumente einer ausgewogenen alpinen Raumordnung vorgestellt. Als gemeinsame Strategie lag diesen Planungen die Zielvorstellung zugrunde, die Erholungslandschaft ausserhalb des dauern besiedelten Raumes in Zonen touristischer Intensiv-Erschliessungsräume und in ausgedehnte Ruhegebiete zu gliedern, in denen eine technische Erschliessung verboten ist.

2. Ansätze für Ruhegebietsplanung

Was ist von dieser für die Zukunft des Berggebietes so voranschauenden Vorgabe in die Phase der Umsetzung gelangt? – Mit wenigen Ausnahmen ist dieser Zonierungsvorschlag mit abgestufter touristischer Nutzungsintensität in den Kinderschuhen stecken geblieben. Im gesamten Arbeitsgebiet der ARGE ALP beispielsweise gibt es nur in drei Regionen Ansätze für eine Ruhegebietsplanung:

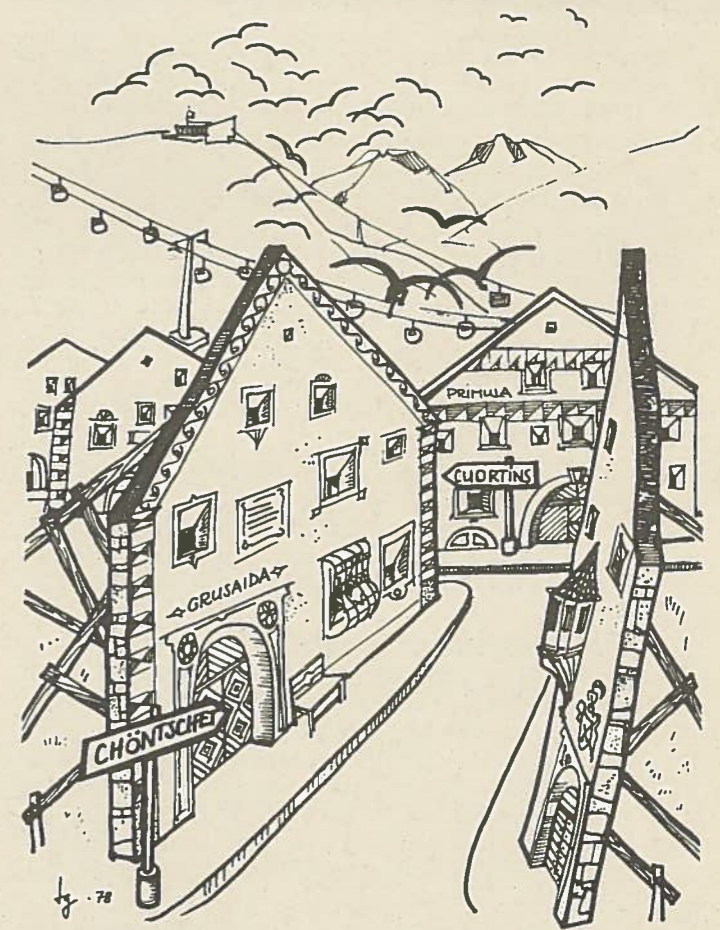
a) TIROL

Auf der Basis des Tiroler Naturschutzgesetzes (LGBI. Nr. 15/1975) wurden in den Jahren 1981–1983 die Ruhegebiete «Otztaler Alpen», «Stubai Alpen» und «Kalkkögel» im Gesamtausmass von 826 km² verordnet. In diesen Ruhegebieten ist verboten:

- die Errichtung von lärmregenden Betrieben,
- die Errichtung von Seilbahnen für die Personenbeförderung und von Schleppliften,
- der Neubau von Strassen mit öffentlichem Verkehr,
- jede erhebliche Lärmentwicklung (Lautsprecheranlagen),
- die Durchführung von Aussenlandungen und Aussenabflügen (Hubschrauber).

b) GRAUBÜNDEN

Ein wichtiges Instrument der Raumordnung in Graubünden sind die Zonenpläne der Gemeinden, in denen u.a. Schutz-, Erholungs- und Gefahrenzonen auszuweisen sind. Die Kategorie der «alpinen Ruhezone» ist dabei von besonderer Bedeutung, da in ihr technische Fremdenverkehrserschliessungen grundsätzlich verboten sind: «In der Ruhezone sind touristische Beförderungsanlagen und der motorisierte Verkehr untersagt. Ausnahmen für die land- und forstwirtschaftliche Bewirtschaftung, für unerlässliche Zufahrten und für Hilfeleistungen sind gestattet.» (Art. 35 des Musterbaugesetzes für Bündner Gemeinden). Hierbei gilt es allerdings anzumerken, dass es im ganzen Kanton bisher erst ca. 12 solcher Ruhezonen gibt. Diese liegen zumeist in Gebieten, die für technische Erschliessungen und Massenskilaf kaum geeignet sind und deren Grundbelastung seitens des Tourismus relativ gering ist. Ruhegebiete in stark belasteten Gebieten, wo sie besonders wichtig wären, sind im Kanton Graubünden bisher selten.



Inwieweit Art. 35 des Musterbaugesetzes von den Gemeinden bisher rechtskräftig eingesetzt wird, ist nicht bekannt. Das Musterbaugesetz selbst hat lediglich empfehlenden Charakter, das rechtlich erst wirksam wird, wenn es von den kommunalen Baugesetzen übernommen wird. Von einiger Bedeutung für die Zonierung des Berggebietes sind auch die Inventare auf Bundesebene:

- Bundesinventar der Landschaften und Denkmäler von nationaler Bedeutung (BLN-Inventar) sowie dessen Vorläufer den privaten Organisationen, das
 - Inventar zu erhaltender Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (KLN-Inventar).
- Die beiden Inventare sind aber vor allem für den Bund richtungweisend. Die Amtsstellen sind gehalten, bei ihren Entscheiden die Interessenabwägung entsprechend vorzu-

nehmen. Für die Gemeinden und die Privaten sind die Aussagen der Inventare indessen nicht verbindlich.

In den letzten 4 Jahren wurde kein weiteres Ruhegebiet durchgesetzt. Dazu sind folgende Gründe hauptverantwortlich:

- Erschliessungslobby sieht alpinen Freiraum immer noch als unbegrenzt verfügbare Landschaft zu Nulltarif;
- geringes Verständnis für naturnahe Erholungsflächen als Ausgleichsräume zu touristischen Intensivnutzungen;
- Sachzwangketten touristischer Erschliessungen im Berggebiet werden durch Ruhegebiete unterbrochen;
- geringer Durchdringungsgrad mit Planungsinformation bei ortsansässiger Bevölkerung

c) BAYERN

Mit den Ruhegebieten (Tirol!) bzw. Ruhezeiten (Graubünden) kann die im Jahre 1972 im Rahmen des Teilabschnittes «Erholungslandschaft Alpen» des Landesentwicklungsprogrammes in Kraft gesetzte Zone C des Alpengebietes verglichen werden. Durch die landesplanerische Unzulässigkeit von Verkehrsvorhaben in dieser Zone C ist die Errichtung von Seilbahnen, Liften, öffentlichen und privaten Strassen, Flug- und Landeplätzen sowie Schiabfahrten ausnahmslos verboten.

Als generelle Schutzbestimmung, die im alpinen Raum das Instrument des Ruhegebietes ergänzt, gilt der Gletscherschutz in den Bundesländern Vorarlberg (LGBl. Nr. 1/1982) und in Kärnten (LGBl. Nr. 54/1986).

3. Konzepte und Leitbilder genügen nicht!

Im Gegensatz zu den bescheidenen regionalen Ansätzen für die Ruhegebietsplanung stehen allerdings handfeste Ankündigungen in unverbindlichen amtlichen Konzepten oder politischen Erklärungen:

- **Österreichisches Raumordnungskonzept (1981)/Fremdenverkehr – Ziel 4:**
... «Technisch noch nicht erschlossene Gebietsteile sollen durch Massnahmen des Naturschutzes und der Raumordnung als **Ruhegebiete** gesichert werden» (Seite 30).
- **Tiroler Erholungsraumkonzept (1981):**
«Intensive Erholungsnutzung soll möglichst auf relativ kleine Räume beschränkt bleiben; diesen Räumen sollen ausgedehnte Gebiete, in denen nur extensive Erholungsnutzung erfolgen soll, angegliedert werden. Zum Schutz solcher Zonen für die extensive Erholungsnutzung eignen sich am besten **Ruhegebiete** nach P.8 des Tiroler Naturschutzgesetzes. Zu jeder grösseren Erschliessungsmassnahme sollen von vornherein Ruhegebiete ausgewiesen werden» (Seite 34).
- **Gemeinsames Leitbild für die Entwicklung und Sicherung des Alpengebietes, Beschluss der Regierungschefs der ARGE ALP vom 19. 06. 1981:**
«Möglichst grossräumige Gebiete sollen von technischen Erschliessungen freigehalten werden» (Seite 5).

4. Zukunftsperspektiven

Trotz dieser klaren Fixierung der Ruhegebiete im beispielsweise in Österreich für das gesamte Bundesgebiet «geltenden Raumordnungskonzept» ist das Raumordnungselement «Ruhegebiet» erst in Tirol verankert. Aber auch dort wird es einer grossen Kraftanstrengung bedürfen, weitere Ruhegebiete zu verankern. Obwohl der weitgehend naturnah erhaltene und unerschlossene Alpinbereich durch grossräumige Skigebietszusammenschlüsse immer mehr eingeengt wird, hat sich die Notwendigkeit des Ausgleichsmodells zwischen Tourismuskonzentrationen und Freiräu-

men nicht durchsetzen können. Zu sehr sind Ruhegebiete noch mit Naturschutz und damit mit dem «Makel» der Naturschwärmerei behaftet. Vielmehr müsste sich die Raumplanung als sowohl Wirtschaft als auch Ökologie betreffende Vorsorgeplanung mehr motiviert fühlen, die Notwendigkeit dieser Zonierung der Öffentlichkeit klarzumachen. Im Zuge einer derartigen für die Zukunft des Tourismus im Berggebiet geführten Kampagne könnten auch die von den unterschiedlichen Fachrichtungen (Forst, Jagd, Naturschutz, Raumordnung, Fremdenverkehr) herührenden Termini wie Naturschutzzonen, Ruhe- und Wanderzonen, Schutzzonen, Tourismus-Beruhigungszonen, usw. problemorientiert diskutiert und in ein Ruhegebietskonzept für den alpinen Raum eingebracht werden: 20 Jahre nach dem Aufriss des Themas durch die CIPRA eine dringende Herausforderung!

* * * * *

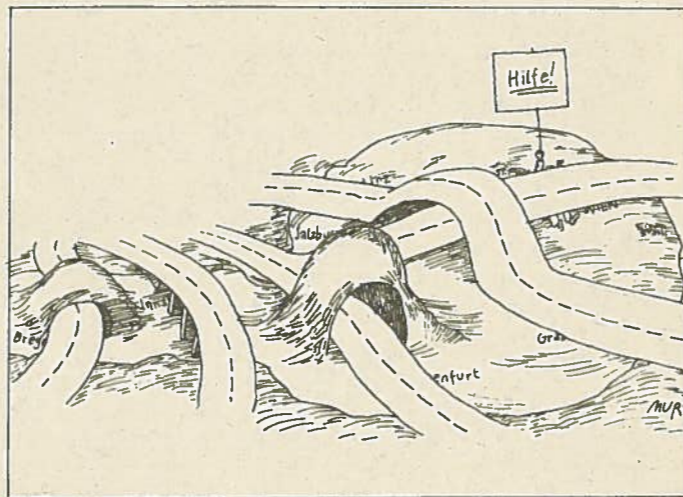
Resolution der Naturschutzreferenten des Deutschen Alpenvereins zum Verkehr in den Alpen

Die Alpen sind als Lebens- und Erholungsraum durch motorisierten Verkehr akut gefährdet. Die Situation ist Folge falscher Prioritäten.

Verfehlte nationale und internationale Verkehrs-, Struktur- und Wirtschaftspolitik wird in den Alpen am schnellsten und deutlichsten in ihren verheerenden Folgen sichtbar.

Die Alpen gehen am Würgegriff des Autobahnnetzes zugrunde.

Weitere verkehrspolitische Sandkastenspiele sind in dieser ernstesten Lage als Akt der Verantwortungslosigkeit zu bezeichnen!



Bitte um Ansozierung

SZ-Zeichnung: Murschetz

aus: Süddeutsche Zeitung 5./6. 12. 87

Die natürliche Barriere Alpen muss unter diesen Bedingungen als Steuerungsinstrument für richtiges Verkehrsverhalten genutzt werden.

Der Deutsche Alpenverein fordert daher:

- Sofortige und weitestgehende Verlagerung des Verkehrs auf die Schiene durch:
 - Nachfahrverbot für LKW, das rigoros überwacht wird,
 - Tonnagebeschränkung für LKW auf 28 Tonnen,
 - bestehene Eisenbahnkapazitäten voll ausnutzen und Engpässe rasch beseitigen (z.B. Tauern-Eisenbahn 2-gleisig ausbauen),
 - Abbau der Zollschikanen im Eisenbahnverkehr,
 - Stopp des Autobahn- und Schnellstrassenbaus in den Alpen (z.B. A7 Phyrnautobahn, zweite Tunnelröhre am Tauern, Pustertal-Drautal, Plöckentunnel etc.),

CIPRA-Deklaration von Brixen 1987

«Für eine Grosse Koalition zwischen Berglandwirtschaft und Natur- und Heimatschutz im Alpenraum»

Die Internationale Alpenschutzkommission CIPRA hat anlässlich ihrer Jahresfachtagung vom 08. – 10. Oktober 1987 in Brixen/Südtirol/Italien das Thema «Bodenschutz und Berglandwirtschaft – Herausforderung für eine gemeinsame Umwelt- und Agrarpolitik zur Erhaltung der alpinen Kulturlandschaft» behandelt. Die Delegierten aus den sieben Alpenstaaten Deutschland, Frankreich, Italien, Jugoslawien, Liechtenstein, Österreich und der Schweiz sind äusserst besorgt über die Folgen der Krise der europäischen Landwirtschaft für den Alpenraum. Den zunehmenden Verlust an unwiederbringlichen Natur- und Kulturgütern muss unverzüglich Einhalt geboten werden, damit der Alpenraum seine natürlichen Lebensgrundlagen und seine kulturelle Identität für künftige Generationen erhält. Die CIPRA ruft deshalb die Agrar- und Umweltpolitiker aller Entscheidungsebenen zu einer Grossen Koalition zwischen Berglandwirtschaft und Natur- und Heimatschutz im Alpenraum auf. Diese Grosse Koalition soll einen Schlusstrich unter die seit Jahrzehnten zwischen Umwelt- und Agrarpolitik geführten Nutzungskonflikte ziehen und eine auf Dauer angelegte gleichberechtigte Partnerschaft zum Nutzen der Bergbauern und der Gesamtgesellschaft besiegeln.

Die Unwetterkatastrophen dieses Sommers erfordern zudem ein rasches Handeln. Schneller als erwartet sieht sich die CIPRA in ihren seit vielen Jahren vorgebrachten Warnungen vor den Folgen menschlicher Eingriffe in die Ökosysteme der Alpen bestätigt. Die Delegierten haben deshalb einstimmig den Beschluss des deutschen CIPRA-Komitees «10 Gebote der CIPRA zur Sicherung und Umweltvorsorge im Alpenraum» gebilligt und als Anhang zu dieser Deklaration beschlossen.

Der Alpenraum kann und darf sich dem technischen Fortschritt nicht verschliessen. Als Lebensraum für mehr als sieben Millionen Menschen müssen auch in den Alpen angemessene Lebensbedingungen in einer gesunden Umwelt möglich sein. Wegen der im Vergleich zu den Flachländern im Alpenraum sehr viel heftigeren Folgewirkungen («Katastrophen») menschlicher Eingriffe in die hier besonders sensiblen Ökosysteme ist es erforderlich, eine effizientere und im Einzelfall auch restriktivere Sicherungs- und Umweltvorsorgepolitik zu praktizieren. Die Zukunft des Alpenraums liegt nach Auffassung der CIPRA in einer Entkoppelung von technisch-wissenschaftlichem Fortschritt und den von diesem Fortschritt ausgehenden Umweltbelastungen.

Nur ein klarer Vorrang der Vorsorgepolitik vor dem Schadensreparaturmanagement wird verhindern können, dass aus vielen örtlichen «Naturkatastrophen» eine alpenweite «Kulturkatastrophe» erwächst.

Das bedeutet, dass der Schutz des Bodens und die Förderung der Landwirtschaft im Alpenraum keinen Gegensatz, sondern eine untrennbare Einheit bilden müssen. Ohne Bodenschutz auf Dauer keine Berglandwirtschaft, ohne Berglandwirtschaft keine Kulturlandschaft und vor allem keine alpenländische Kultur, damit auch keine tragfähige Grundlage für den Tourismus.

Die CIPRA regt deshalb eine Grosse Koalition zwischen Berglandwirtschaft und Natur- und Heimatschutz an, für die im Modell des Alpenraumes sofort Erfahrungen gesammelt werden sollen. Etwa die Hälfte des angemessenen bergbäuerlichen Vergleichseinkommens muss nach Auffassung der CIPRA durch ein Entgelt für Leistungen erzielt werden, die derzeit über die Marktpreise nicht abgegolten werden. Die CIPRA fordert deshalb für die Bergbauern im Alpenraum ein – Entgelt für die Grundsicherung der bergbäuerlichen

– schnell wirksame Projekte sollen nicht an geringen Kosten scheitern. Die diskutierten Eisenbahn-Tunnelprojekte sind kein Ersatz für Sofortmassnahmen.

– Jede Art von Subventionspolitik, die Strassenverkehr erzeugt, muss abgebaut werden (z.B. Exportförderungsprämien, KFZ-km-Pauschale), dafür km-Pauschale für Fussgänger, Radfahrer, ÖV-Benutzer.

– Umweltafgabe für alle Kraftfahrzeuge ohne 3-Weg-Katalysator oder gleichwertiger Technologie.

– Sofortiges Tempolimit 80/100 km/h und monatlicher Nachweis des strikten Vollzugs.

– Autofreie Seitentäler in den Alpen entsprechend den Beispielen Zermatt, Saas Fee, Wengen, Mürren... und gleichzeitiges Angebot eines attraktiven und öffentlichen Verkehrs. Neuerschliessung nur mit umweltverträglichen Verkehrsarten.

– Einstellung der Salzstreuung; Alternative: Langsam fahren, Ketten auflegen, auf die Bahn umsteigen.

– Förderung des sanften (autofreien) Tourismus.

Der Schutz des Alpenraumes vor den Folgen eines falsch betriebenen Verkehrssektors kann nicht durch eine einzige Organisation, wie der Deutsche Alpenverein, bewältigt werden. Der DAV muss sich deshalb mit ÖAV, AVS, CAI, SAC und nationalen sowie internationalen Naturschutzorganisationen um eine rasche politische Durchsetzung bemühen.

Der Verkehr muss wieder den Menschen dienen und nicht der Mensch dem Verkehr.

Dürren, den 8. November 1987

* * * * *

Gelesen und gestaunt...

Aus dem 7. Jahresbericht des Kur- und Verkehrsvereins Davos 1986/87:

S.15 – Zur Problematik Schneekanonen

«Das unter dem Eindruck dieser Verhältnisse (Schneemangel, Red.) das Problem um den Einsatz von Maschinen für die grossflächige Beschneidung ganzer Gebiete an Aktualität gewinnt, ist aus der Sicht der Betroffenen verständlich, aber auf dem Hintergrund der Diskussion um einen umweltverträglicheren und umweltverantwortlicheren Tourismus bedauerlich.»

S.27 – Zum Verhältnis Ökologie – Tourismus

«Die Tourismus-Ökologie hat entgegen anderslautender Beteuerungen nur wenige Fürsprecher. Sie hat allenfalls Sympathisanten, aber nur vereinzelt auf ihrer Seite. Der eigentliche Konflikt liegt im Vollzugsdefizit zwischen den gesicherten Erkenntnissen auf der einen Seite und den Sachzwängen einer auf die Kurzfristigkeit der Entscheidungen ausgelegten Politik auf der anderen Seite. Die Umsetzung ökologischer Therapien scheitert an der Tatbereitschaft der Entscheidungsträger. Diese Bereitschaft wird möglicherweise erst grösser, wenn der Bereich «Ökologie-Schäden» so gross wird, dass dessen Reparatur für die Wirtschaft interessant zu werden verspricht. Dieser Zeitpunkt ist nicht allzufern. Gegenstände und Themen aus dem Umweltbereich, die bislang fast ausschliesslich bei als sektierisch bezeichneten politischen Gruppierungen im Mittelpunkt standen, werden heute von den grossen Parteien adoptiert und erhalten erst dadurch ihre Bedeutung.

Das sind etwas harsche Töne. Sie sind provokativ und zum Teil sogar widersprüchlich. Aus ihnen klingt die Sorge um die Zukunftsentwicklung eines vitalen und lebenswerten Davos! Die lokalen touristischen Entwicklungsstrategien der neueren Vergangenheit waren bemerkenswert, sind aber nicht für alle Zeiten gültig. Mit ihnen liesse sich eine gedeihliche Zukunft nicht gestalten!»

Betriebe, unabhängig von Art und Menge der landwirtschaftlichen Produktion

- Entgelt für die Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen durch umweltverträgliche Bewirtschaftung, z. B. durch Verzicht auf den Einsatz chemischer Stoffe
- Entgelt für Sonderleistungen der Berglandwirtschaft zu Gunsten von Landschaftspflege, Naturschutz und Sicherung des Bergwaldes, z. B. für die Pflege schutzwürdiger Biotop- und Aufforstungen
- Entgelt für Einschränkungen der Berglandwirtschaft in Schutzgebieten, z. B. in Gebieten, die für ein alpenweites repräsentatives Schutzflächennetz benötigt werden.

In der Verwirklichung dieser Elemente einer gemeinsamen Agrar- und Umweltpolitik für den Alpenraum sieht die CIPRA eine Herausforderung für die Glaubwürdigkeit von Politikern und Verwaltungsbeamten auf allen Entscheidungsebenen (EG, Nationalstaaten, Landesregierungen, Gemeinden), sowohl die Landwirtschaft als auch die natürlichen Lebensgrundlagen auf Dauer zu sichern.

Brixen, 8. Oktober 1987

Déclaration CIPRA 1987 de Brixen

«Pour une grande coalition entre l'agriculture de montagne et la protection de la nature et du paysage dans les régions alpines»

Lors de sa session du 8 au 10 octobre 1987 à Brixen/Tyrol du Sud/Italie, la Commission Internationale pour la Protection des Régions Alpines CIPRA a traité le sujet «Protection du sol et agriculture de montagne – exigences pour une politique agricole et d'environnement commune en vue de la conservation du paysage alpin». Les délégués des sept pays alpins, Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Suisse et Yougoslavie, sont très préoccupés par les conséquences de la crise européenne de l'agriculture pour les régions alpines. Les pertes croissantes de biens naturels et culturels irremplaçables doivent être enrayerées sans retard pour que l'espace alpin conserve ses bases d'existence naturelles et son identité-culturelle pour les générations futures. C'est pourquoi la CIPRA en appelle aux politiciens de l'agriculture et de l'environnement à tous niveaux pour qu'ils s'unissent en une grande coalition regroupant l'agriculture de montagne et la protection de la nature et du paysage dans les régions alpines. Cette grande coalition doit permettre de mettre un terme aux conflits d'intérêts qui règnent depuis des décennies entre la politique de l'environnement et la politique agricole et d'établir une collaboration durable et équilibrée pour le plus grand bien des paysans de montagne et de l'ensemble de la société.

Les catastrophes consécutives aux intempéries de cet été exigent en outre une action rapide. La CIPRA voit confirmés plus rapidement que prévu les avertissements qu'elle prodigue depuis de nombreuses années au sujet des conséquences des atteintes protégées par l'homme au système alpins. C'est pourquoi les délégués ont approuvé à l'unanimité la décision du Comité allemand de la CIPRA «les dix thèses de la CIPRA pour la préservation de l'environnement dans les régions alpines» jointes à la présente déclaration.

Les régions alpines ne peuvent et ne doivent pas s'exclure du progrès technique. Les Alpes, habitat de plus de 7 millions d'hommes, doivent également pouvoir offrir des conditions de vie convenables dans un environnement sain. Etant donné que les atteintes portées par l'homme aux écosystèmes particulièrement sensibles ont des conséquences beaucoup plus graves dans les Alpes que dans les pays plats (catastrophes), il est indispensable de pratiquer une politique de sécurité et de protection de l'environnement plus efficace et, dans certains cas, également plus restrictive. Dans l'optique de la CIPRA,

l'avenir des régions alpines réside dans une séparation du progrès technique et scientifique des charges que ce progrès fait peser sur l'environnement.

Seule une priorité absolue à la politique de prévention par rapport à la gestion de la réparation des dommages pourra éviter que les nombreuses «catastrophes naturelles» locales ne dégénèrent en une «catastrophe culturelle» couvrant toutes les Alpes.

Cela signifie que la protection du sol et le développement de l'agriculture dans les Alpes ne sont aucunement en contradiction, mais qu'ils doivent former une unité indissoluble. Sans protection du sol, il n'y aura, avec le temps, pas d'agriculture de montagne, sans agriculture de montagne, pas de paysage cultivé et surtout pas de culture alpestre, et donc pas de base solide pour le tourisme.

C'est pourquoi la CIPRA propose une grande coalition entre l'agriculture de montagne et la protection de la nature et du paysage pour lesquelles il s'agit de collecter immédiatement des expériences sur le modèle des régions alpines. Selon la CIPRA, environ la moitié du revenu des paysans de montagne devrait être fourni par une rétribution des prestations qui ne peuvent actuellement être rémunérées par les prix du marché. La CIPRA demande donc pour les paysans des Alpes

- une contribution pour garantir l'existence des exploitations agricoles de montagne, indépendamment du genre et de la quantité de la production agricole
- une indemnité pour assurer des bases d'existence naturelles par une exploitation respectueuse de l'environnement, p.ex. par le renoncement à l'utilisation de produits chimiques
- une indemnisation des prestations particulières de l'agriculture de montagne en faveur de l'entretien du paysage, de la protection de la nature et de la conservation des forêts de montagne, p.ex. pour l'entretien de biotopes dignes de protection et de reboisements
- une indemnisation pour les restrictions de l'exploitation agricole dans les réserves naturelles, p.ex. dans les zones nécessaires à la constitution d'un réseau de surfaces protégées couvrant l'ensemble des Alpes.

La CIPRA voit dans la réalisation de ces éléments d'une politique coordonnée de l'agriculture et de l'environnement des régions alpines un défi à la crédibilité des efforts des politiciens et des fonctionnaires à tous les niveaux de décision (CEE, pays, gouvernements des Etats, communes) en vue de garantir à long terme aussi bien l'agriculture que les bases d'existences naturelles.

Brixen, le 8 octobre 1987

Neues Schrifttum

Natur- und Landschaftsschutz als Element der qualitativen Fremdenverkehrsentwicklung

Unter diesem Titel erschien kürzlich eine Studie, die im Rahmen des schweizerischen MAB-Programmes erstellt wurde. Die Zielsetzung der Arbeit besteht darin, Ansätze für eine umfassende und flexible Natur- und Landschaftsschutzpolitik für touristisch genutzte Regionen des Berggebietes zu entwickeln.

Der Arbeit liegen drei, wissenschaftlich breit abgestützte Aussagen zugrunde, auf denen der Autor seine Arbeit aufbaut:

1. Der Fremdenverkehr ist für das Berggebiet ein unverzichtbarer Wirtschaftsfaktor.
2. Trotz des inzwischen beachtlichen abgeleiteten touristischen Angebotes (touristische Infrastruktur) ist die Landschaft nach wie vor die Grundlage des Fremdenverkehrs und seiner weiteren Entwicklung (ursprüngliches touristisches Angebot).

3. Soll diese Grundlage erhalten bleiben, müssen die bisherigen, beinahe ausschliesslich auf ein quantitatives Wachstum fixierten Fremdenverkehrskonzepte durch eine qualitative Tourismusentwicklung abgelöst werden.

Einmal abgesehen davon, dass zur Erreichung dieses Ziels noch ein langwieriger Bewusstseinsprozess nötig ist, stellt eine qualitative Tourismusentwicklung auch Ansprüche an die Natur- und Landschaftsschutzpolitik, die bisher noch nicht erfüllt werden können.

Anhand der Landschaft Davos versucht der Autor ein differenziertes Schutzkonzept zu entwickeln. Je nach Schutzwürdigkeit der einzelnen Landschaftsteile reichen die Schutzbestrebungen von Bau- und Eingriffsvorschriften oder begleitenden Pflegemassnahmen in intensiv genutzten oder bereits beeinträchtigten Gebieten bis hin zur Schaffung von Reservaten, deren alleinige Hauptnutzung im Schutz von Natur und Landschaft besteht.

Die interessante Schrift enthält neben einigen bemerkenswerten Darstellungen auch ein umfangreiches Literaturverzeichnis mit z.T. grundlegenden Werken zum Thema Natur- und Landschaftsschutzpolitik.

Günter Thomas (1987), Natur- und Landschaftsschutz als Element der qualitativen Fremdenverkehrsentwicklung, Fachbeiträge zur schweizerischen MAB-Information, Nr. 26, 54 S. Buzugsadresse: Bundesamt für Umweltschutz, Bibliothek, CH-3003 Bern.

CIPRA-Kleine Schriften 1/87:

Grenzen der touristischen Entwicklung im Alpenraum – drei Diskussionsbeiträge.

Die Int. Alpenschutzkommission besitzt seit 1984 zwei Publikationsorgane, die CIPRA-Schriftenreihe als Ergebnisband ihrer Jahresfachtagungen sowie ihr Nachrichtenblatt CIPRA-INFO. Es verblieb die Lücke auf bisher behandelte Themen, ausser in Form von Kurznotizen, nicht mehr eintreten zu können. So verdient etwa die anlässlich der Jahresfachtagung 1984 in Chur aufgenommene Debatte über Sinn und Möglichkeiten eines «sanfteren Tourismus» seine Fortführung. Drei der CIPRA nahestehende Autoren aus drei verschiedenen Alpenstaaten setzten sich vor unterschiedlichen Gremien für eine vermehrte Umweltvorsorge und eine ganzheitliche Betrachtungsweise in der künftigen Fremdenverkehrsentwicklung ein. Ihre Überlegungen und Thesen sollen nun mit vorliegender Schrift einem interessierten Kreis zur Diskussion gestellt werden, und zwar mit folgenden Beiträgen:

Martin Boesch

Fremdenverkehr im Spannungsfeld von ökonomischen, soziokulturellen und ökologischen Anforderungen.

Mario F. Broggi

Sanfter oder harter Tourismus – wo liegen die Zukunftschancen im Alpenraum?

Wolf Juergen Reith

Umweltvorsorgeplanung – Voraussetzung zur Sicherung des Erreichten in der Fremdenverkehrsentwicklung.

Die 58-seitige Schrift ist unentgeltlich bei der CIPRA-Geschäftsstelle, Heiligkreuz 52, FL-9490 Vaduz oder über die nationalen Trägerschaften erhältlich.

Letzte Meldungen

Fahrverbot auf Wanderwegen in Liechtenstein

Anfrage im Landtag über den Einsatz von Mountain-Bikes

Was gedenkt die Regierung zu tun, damit die Mountain-Bikes (Bergfahrräder) nicht zu einer Plage auf den Wanderwegen werden? Diese Anfrage stellte der Abgeordnete Beat Hasler (VU) in der letzten Landtagssitzung. Als zuständiger Inhaber

des Ressorts Verkehr verwies Regierungsrat Wilfried Büchel in seiner nachstehenden Antwort darauf, dass das Befahren von Wanderwegen mit Mountain-Bikes untersagt ist und mit einer Ordnungsbusse in Höhe von 20 Franken belegt werden kann.

Nach Art. 1 Abs. 1 des Strassenverkehrsgesetzes gilt das Strassenverkehrsgesetz nur auf den öffentlichen Strassen. Das Befahren von Wanderwegen mit Motorrädern, Mofas und neu auch mit Fahrrädern (Mountain-Bikes) ist jedoch gemäss dem Strassenverkehrsgesetz und den dazu erlassenen Verordnungen untersagt. Art. 4 Abs. 2 SVG bestimmt, dass Strassen und Plätze, die offensichtlich privater Benützung oder besonderen Zwecken vorbehalten sind, keiner besonderen Kennzeichnung bedürfen.

Des weiteren besagt Art. 40 Abs. 2 SVG, dass Wege, die sich für den Verkehr mit Motorfahrzeugen oder Fahrrädern nicht eignen oder offensichtlich nicht dafür bestimmt sind, wie Fuss- und Wanderwege, mit solchen Fahrzeugen nicht befahren werden dürfen. Aufgrund dieses Gesetzesartikels wurde in der Ordnungsbusseliste dieser Tatbestand unter der Nr. «B 13» aufgenommen und mit einer Bussehöhe von 20 Franken belegt. Beim Befahren von Wanderwegen besteht somit eine gesetzliche Handhabe, um gegen solche Fahrzeuglenker nach den Bestimmungen des Strassenverkehrsgesetzes vorzugehen.

Bis anhin sind jedoch beim F.L. Sicherheitskorps noch keine diesbezüglichen Meldungen eingegangen, so dass solche Kontrollen weder durch die Gemeindepolizei noch durch das Sicherheitskorps notwendig wurden. Zudem dürften sich solche Kontrollen nur bei wirklich gravierenden Übertretungen rechtfertigen lassen. Die Regierung wird jedoch das F.L. Sicherheitskorps ersuchen, bei seinen Kontrollen vermehrt darauf zu achten, dass Wanderwege nicht mit den in der Anfrage genannten Fahrrädern befahren werden.

aus: L. Volksblatt vom 22. 12. 87

Restriktionen für Mountain-Bikes in der Schweiz in Aussicht gestellt

Bern (spk) Der Schweizer Bundesrat ist bereit, die Wanderer vor den Mountain-Bikes-Fahrern zu schützen. In diesem Sinne hat er sich am Montag bereit erklärt, ein Postulat von Nationalrat Silvio Bircher entgegenzunehmen. Damit verpflichtet sich die Landesregierung in Anwendung des Strassenverkehrsgesetzes (Art. 43) dafür zu sorgen, dass Fuss- und Wanderwege weiterhin gefahrlos begangen werden können. Wie Bircher in seinem Vorstoss schrieb, sollen die Bergvelos auf speziell geeignete Forst- und Bergwege verwiesen werden. Diese Routen seien entsprechend zu kennzeichnen.

L. Volksblatt, 15. 12. 1987

Binding-Preis für Natur- und Umweltschutz an Professor Hannes Mayer

Der mit sFr. 25 000.- dotierte Binding-Preis für Natur- und Umweltschutz wurde am 6. November 1987 in einer feierlichen Veranstaltung in Vaduz an Professor DDr. Hannes Mayer, Waldbau-Ordinarius an der Universität für Bodenkultur, Wien, verliehen. Der Preis wurde Professor Mayer für seinen unermüdeten Einsatz für den Erhalt eines intakten Alpenwaldes zugedacht. Anerkennungsgaben im Betrag von sFr. 5 000.- gingen an den Initiator für «Pro specie Rara» in der Schweiz, an Herrn Dipl. Ing. Hans-Peter Grünenfelder, St. Gallen, an die Herren Dipl. Ing. Anton Draxl, Matrie und Mag. Peter Hasslacher, Innsbruck, für ihren beispielhaften gemeinsamen Einsatz für eine Realisierung des Nationalparks Hohe Tauern sowie an Klaus Schädler, Triesenberg (FL) für seine mutige Berichterstattung im Umweltbereich im Fürstentum Liechtenstein.

CIPRA-Neuerscheinungen**CIPRA-Schriftenreihe Band 3: Naturschutz contra Bürger?**

Die Kongressakten der Jahresfachtagung der CIPRA vom 14. – 16. September 1986 in Les Arcs mit dem Thema «Naturschutz contra Bürger? – Schutzgebiete im Widerstreit mit den Nutzungsansprüchen der einheimischen Bevölkerung» liegen mit allen Referaten, Reden, Zusatzberichten zum Thema sowie eine Übersicht über das Medienecho vollständig vor. Mit Hilfe des 3. Universitätsjahres des Seminars für angewandte Sprachwissenschaften an der Savoyer Universität hat Ing. Claude Pairaudeau, Direktor des Nationalparks Vanoise und Verantwortlicher für die Tagungsausrichtung, nicht gescheut, die gesamte Schrift konsequent zweisprachig auszuliegen. Daraus ist nun der dritte in gleichem Layout aufgelegte CIPRA-Tagungsband mit insgesamt 344 Seiten geworden. In zehn Kurzreferaten aus sechs Alpenstaaten wurde versucht, ein neues Stimmungsbild zu einem alten Dauerbrenner der CIPRA einzufangen. Neu war an dieser Tagung der Versuch sich mit Schwerpunkt der Sicht der einheimischen Bevölkerung, also «von unten», der Thematik zu nähern. Der Tagungsband vermag ein Stimmungsbild quer durch den Alpenbogen zur Themenstellung zu vermitteln.

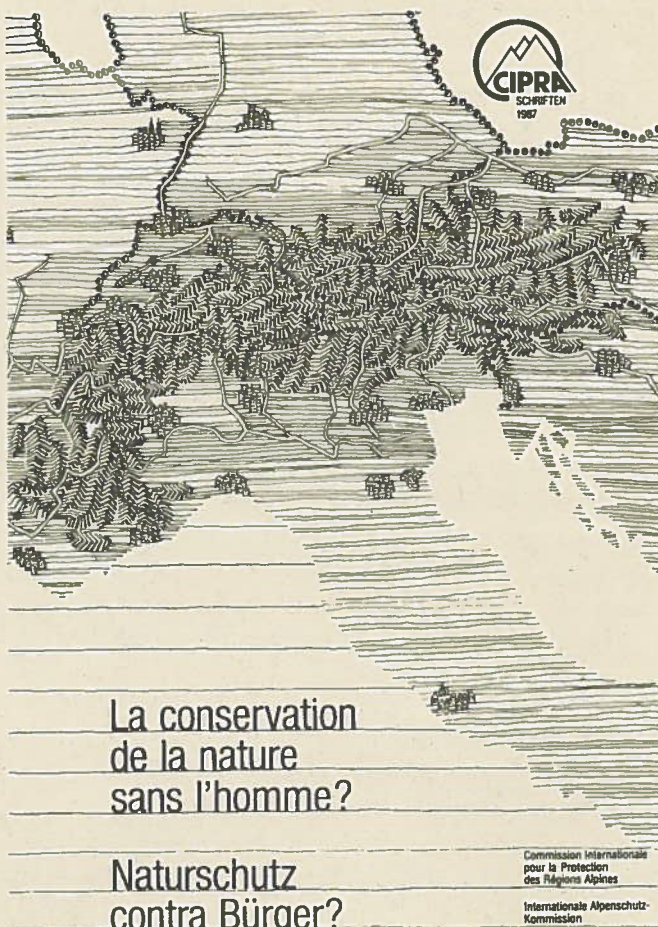
Auslieferung: Claude Pairaudeau
 Directeur du Parc
 national de la Vanoise
 PB 708
 F-73007 Chambéry Cédex

oder die CIPRA Geschäftsstelle in Vaduz und die nationalen CIPRA-Trägerschaften (Preis: FF 100.–; sFr. 30.–; DM 35.–; öS. 250.–; sowie Versandkosten.)

Nouvelles publications CIPRA**Volume 3 des publications CIPRA:
 La conservation de la nature sans l'homme?**

Les annales de l'assemblée générale de la CIPRA des 14–16 septembre 1986 aux Arcs sur le sujet «La conservation de la nature sans l'homme? – Espaces protégés et enjeux locaux» sont disponibles. Elles regroupent l'ensemble des exposés, des communications et des rapports, ainsi qu'un aperçu des articles de presse. Monsieur Pairaudeau, directeur du Parc national de la Vanoise et responsable de l'assemblée, n'a pas hésité à se charger de la rédaction de l'ouvrage en deux langues, avec l'aide des étudiants de 3e année du Séminaire de linguistique appliquée de l'Université de Savoie. Il en est résulté le 3e volume des annales de la CIPRA dans la même présentation que les précédentes et avec un total de 344 pages. Dix exposés de six pays alpins ont tenté de donner de nouvelles impressions sur cette ancienne préoccupation de la CIPRA. La nouveauté de cette assemblée a consisté à mettre l'accent sur le point de vue des populations locales, c'est-à-dire à aborder le

problème «par le bas». Ces annales constituent une vue d'ensemble du problème à travers l'arc alpin.



Le volume peut être obtenu
 auprès de:

Claude Pairaudeau
 Directeur du Parc
 national de la Vanoise
 PB 708
 F-73007 Chambéry Cédex

ou du Secrétariat de la CIPRA à Vaduz ou des organisations nationales membres de la CIPRA (prix: FF 100.–; SFr. 30.–; DM 35.–; öS 250.–.)

Voranzeige/Avis

Die CIPRA-Jahresfachtagung 1988 wird vom 29. September – 1. Oktober 1988 im Fürstentum Liechtenstein stattfinden. Die Tagung steht in Zusammenhang mit den Vorarbeiten für eine Alpenkonvention.

L'assemblée générale de la CIPRA 1988 est prévu pour 29.9. – 1. 10. 1988 au Liechtenstein.

Impressum

Mitteilungen der CIPRA – Erscheint 3–4 mal jährlich – Redaktion: Dr. Mario F. Broggi, Heiligkreuz 52, FL-9490 Vaduz – Nachdruck mit Quellenangabe erwünscht – gedruckt auf Altpapier.

Nationale Trägerorganisation bzw. Kontaktadressen:

Bundesrepublik Deutschland: Deutscher Alpenverein, Praterinsel 5, D-8000 München 22

Frankreich (Kontaktadresse): Parc national de la Vanoise, BP 705, F-73007 Chambéry

Italien (Regionales Komitee für Südtirol): Dachverband für Natur- und Umweltschutz, Kornplatz 10, I-39100 Bozen

Jugoslawien: Republiki sekretaria za urbanizem, Zupanciceva 6, YU-61000 Ljubljana

Liechtenstein: Liechtensteinische Gesellschaft für Umweltschutz, Landstrasse 30, FL-9494 Schaan

Österreich: ÖNK als Arbeitsgruppe der Österreichischen Gesellschaft für Natur- und Umweltschutz (ÖGNU), Hegelgasse 21, A-1010 Wien

Schweiz: Schweizerischer Bund für Naturschutz, Postfach 73, CH-4020 Basel